

# Les combats continuent au Rwanda

Jean Hélène

Le Monde, 15 avril 1994, page 1, 3

**Les combats à l'arme lourde ont repris, jeudi 14 avril, à Kigali, entre les partisans du Front patriotique rwandais (FPR) et les troupes gouvernementales. L'ONU tentait une fois de plus de faire accepter un cessez-le-feu par les belligérants.**

En moins de quarante-huit heures, les barrages et les patrouilles des miliciens hutus se sont multipliés. Jusque dans le quartier résidentiel de Rugenge, quasiment désert, des groupes d'hommes en armes sont postés à tous les carrefours. D'autres se promènent dans les allées ombragées, poussant parfois le portail d'une villa abandonnée pour la fouiller. La fièvre des massacres et des pillages semble être cependant retombée. Il s'agit maintenant de traquer « *l'ennemi* » : les combattants tutsis du Front patriotique rwandais (FPR).

Devant une grosse branche qui barre la route, un homme brandit deux grenades pour faire stopper notre voiture.

A quelques mètres de lui, un corps recroquevillé dans le caniveau. « *Nous cherchons les rebelles du FPR qui se sont infiltrés en ville. Si on les voit, on les tue sur place !* », confie-t-il sans détour. Les Occidentaux franchissent les contrôles sans problème, mais chaque Africain, à pied ou en voiture, doit prouver son identité. Vingt minutes après notre passage, au même endroit, trois nouveaux cadavres gisent sur le bas-côté.

Dans la situation extrêmement tendue qui règne dans la capitale, les soupçons et la délation font des ravages. Le moindre civil un tant soit peu « *suspect* » c'est-à-dire accusé d'être tutsi est immédiatement massacré.

Derrière le mur d'une résidence voisine de l'ambassade de France, deux jeunes gens, absolument terrorisés, nous appellent à voix basse : « *Les militaires sont là ! Ils fouillent la maison, aidez-nous !* » S'agit-il de partisans du FPR ou de personnes menacées, comme il y en a tant dans Ki-

gali, terrées ici ou là depuis des jours et des nuits ?

Les morceaux de verre qui hérissent le mur les empêchent de sauter dans la rue. D'ailleurs, s'ils le faisaient, ils ne manqueraient pas de se faire aussitôt repérer : deux miliciens patrouillent silencieusement, à 100 mètres de là. S'ils sont arrêtés à un contrôle, l'étranger qui les aura pris en charge sera accusé de collaborer avec « *l'ennemi* » et c'est un « *crime* » qui, aujourd'hui, ne pardonne pas. Nous quittons les lieux, mal à l'aise...

Des tirs isolés éclatent de temps à autre. Est-ce un groupe de rebelles infiltrés ? Est-ce un « *suspect* » qu'on abat ? Les combats ou les duels d'artillerie ne durent, en général, que quelques heures par jour. Mercredi matin, à 4 heures, les canonnades n'ont apparemment pas suffi aux maquisards du FPR pour s'emparer du camp de gendarmerie de Kacyiru, situé à l'ouest de leur poche de résistance. De source bien informée, on apprenait que le camp était toujours, mercredi soir, sous contrôle gouvernemental.

## Première distribution de nourriture

Le bruit des bombardements s'est ensuite espacé, puis estompé, dans

les faubourgs de Kigali. Cette accalmie a permis aux organisations humanitaires de reprendre, timidement, leurs activités. Guidé par les bourgmestres de différentes communes, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pu organiser une première distribution de nourriture, pour environ 5 000 déplacés.

Sur l'esplanade de l'église de la Sainte-Famille, à la vue des camions marqués d'une croix rouge, quelque 2 500 civils se sont spontanément rassemblés, pour recevoir 10 kilos chacun de farine de maïs et de haricots. Parmi eux, Tibère Ngarambé, agriculteur à Gisozi, au nord de Kigali. Il raconte avoir fui son champ, samedi 9 avril : « *Les Inkontanyi [maquisards tutsis] sont arrivés. Ils ont tué beaucoup de gens. Je ne sais pas où sont mes frères et sœurs, ni ma mère* ». Tibère n'a rien mangé depuis trois jours.

Autre bonne nouvelle, l'arrivée d'un convoi du CICR, en provenance du Burundi : 30 tonnes de matériel médical ont pu être déchargées. Et l'équipe chirurgicale a aussitôt installé un hôpital de campagne, dans une villa de Rugenge. « *Les besoins sont immenses*, souligne un délégué. *Il y a encore des blessés à récupérer sur les lieux des massacres et les hôpitaux de la ville, déjà surchargés, commencent à accueillir les blessés militaires.* » Une équipe française de Médecins sans frontières (MSF)

est arrivée par le même convoi, ainsi que treize journalistes. Alors que l'armée belge tentait d'évacuer les derniers étrangers dont une trentaine de Belges, disséminés à Kigali ou en province, les soldats français avaient, dès mercredi, quitté l'aéroport.

Jeudi matin, alors que la capitale résonnait de l'écho des canonnades et des tirs d'artillerie, l'annonce d'une

réunion entre belligérants, sous l'auspice de l'ONU, était accueillie avec un mélange de scepticisme et d'espoir. « *Il s'agit essentiellement d'une occasion pour les protagonistes de se parler face à face* », précisait prudemment le général Roméo Dallaire, commandant des forces des Nations unies au Rwanda.